



## TABLE RONDE DU 17 JANVIER 2018 MISE EN PLACE DES COMITÉS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES (CSE) AU SEIN DU GPF

### LA DIRECTION VA-T-ELLE DONNER L'EXEMPLE ?

**Après deux interfédérales à l'initiative de la CGT et plusieurs heures de discussions, les organisations syndicales CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT ont élaboré un projet d'accord unitaire sur la mise en place des nouvelles Instances de Représentation du Personnel (CSE) à la SNCF.**

Ce projet unanime est équilibré, il s'appuie sur les besoins exprimés par les cheminots.

Il porte l'ambition, dans un contexte contraint par les ordonnances qui ont réformé le code du travail, de redonner du sens au dialogue social et de prendre en compte les spécificités du GPF SNCF (risque ferroviaire, taille de l'entreprise, statut, service public...).

Il permet, malgré la disparition des CHSCT, DP et CE et la création des CSE, de maintenir des interlocuteurs de proximité pour faire valoir les droits des cheminots (respect de la réglementation, mutations, notations, temps partiel, suivi de l'emploi et tous les sujets sur lesquels les collègues demandent à leurs représentants du personnel d'intervenir auprès de la Direction). Il permet également de maintenir une véritable prévention des risques au niveau local.

Au travers d'une déclaration unitaire, l'ensemble des organisations syndicales a interpellé la direction sur sa volonté de négocier sur ce projet commun avec l'objectif d'obtenir un accord unanime.

La direction s'est engagée à étudier le projet d'accord des organisations syndicales tout en affirmant fermement sa proposition affichée lors des bilatérales d'éloigner la proximité des Instances Représentatives du Personnel avec des CSE nationaux ou multi-régionaux, très loin des besoins des cheminots.

Au regard de l'importance du sujet pour les cheminots de tous collèges, il serait ubuesque de la part de la direction de ne pas ouvrir une véritable négociation au niveau du GPF en restant sur une position dogmatique, contre l'avis de l'ensemble des organisations syndicales.

Cette posture enverrait un très mauvais message à l'ensemble des directions d'établissement et des cheminots sur la vision du dialogue social dans l'entreprise.

La Fédération CGT des cheminots invite ses syndicats et ses militants à prolonger la démarche unitaire, à populariser le projet d'accord unanime et à créer les conditions de rencontres régionales pour débattre des suites à donner.

D'ores et déjà, les Fédérations CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT ont décidé de se revoir la semaine prochaine pour préparer la prochaine Table Ronde du 02 février 2018.

